



*Délégation régionale Paris-IDF Centre-Est*  
*U955 – Institut Mondor de Recherche Biomédicale*

## ACCORD-CADRE

N°

*FOURNITURES COURANTES ET SERVICES*

Acquisition de micro-puces RFID pour l'identification des animaux de laboratoire

*Appel d'offres ouvert*

Cahier des clauses particulières

# Sommaire

1.	Contexte et objet .....	3
2.	Description des prestations .....	3
3.	Réglementation applicable .....	3
4.	Forme.....	3
5.	Allotissement .....	4
6.	Durée .....	4
7.	Lieu d'exécution.....	4
8.	Obligations générales des parties .....	4
9.	Ordre de priorité des pièces contractuelles.....	4
10.	Avance .....	5
11.	Confidentialité – Mesures de sécurité .....	5
12.	Protection de la main d'œuvre et conditions de travail .....	7
13.	Protection de l'environnement.....	7
14.	Réparation des dommages .....	7
15.	Assurance .....	7
16.	Forme du prix .....	7
17.	Précisions sur le prix et les modalités de règlement.....	8
18.	Pénalités .....	9
19.	Propriété intellectuelle .....	9
20.	Vérification – Admission – Ajournement – Réfaction – Rejet .....	9
21.	Garantie .....	9
22.	Résiliation .....	9
23.	Créances, comptable assignataire et imputation budgétaire .....	10
24.	Recours .....	10
25.	Liste récapitulative des dérogations au CCAG – FCS.....	10

## **1. Contexte et objet**

Le marché porte sur l'acquisition de micro-puces pour l'identification des animaux de laboratoire.

L'animalerie EP3 est une plateforme de l'IMRB U955. Elle héberge actuellement 170 lignées de souris et 5 lignées de rats, représentant un total de 6 511 animaux répartis dans 1 836 cages, dont 330 cages d'accouplement.

L'animalerie est répartie sur quatre zones :

- une zone SOPF d'élevage,
- une zone EOPS d'expérimentation,
- une zone conventionnelle situées sur la faculté de santé de Créteil,
- une zone EOPS située à l'ENVA, bâtiment Chauveau.

L'identification des souris et des rats de laboratoire par micro-puce RFID est nécessaire afin d'assurer une traçabilité individuelle fiable, conforme aux normes en vigueur, et pour faciliter la gestion des animaux.

Il s'agit d'un marché de fournitures.

## **2. Description des prestations**

Les micro-puces RFID devront correspondre aux caractéristiques suivantes :

- Dimension de la micro-puce de type 1 : 1.2 x 7 mm,
- Dimension de la micro-puce de type 2 : 1.4 x 8 mm,
- Biocompatibles,
- Livrées directement dans une seringue stérile à usage unique,
- Aiguille de petite taille adaptée aux souris et rats,

Le conditionnement des micro-puces doit être constitué d'un sachet individuel stérile avec étiquettes et codes-barres.

Les micro-puces doivent être lisibles par des lecteurs conformes à la norme ISO 11784/11785.

Le délai de livraison des puces ne doit pas dépasser quatre semaines, à compter de la commande.

## **3. Réglementation applicable**

Le présent accord-cadre est passé en application des textes suivants :

- Le code de la commande publique du 1<sup>er</sup> avril 2019 ;
- Le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

## **4. Forme**

Le présent marché est un accord-cadre mono attributaire s'exécutant par l'émission de bons de commande.

Les prix sont unitaires et sont fixés en euros.

Conformément à l'article R.2162-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu avec un **maximum déterminé à 182 000€ HT**.

## **5. Allotissement**

Conformément à l'article L.2113-11 du Code de la Commande Publique, il n'est pas recouru à l'allotissement car l'objet du marché n'est pas de nature à justifier la mise en place d'un allotissement des prestations.

## **6. Durée**

Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un (1) an renouvelable par tacite reconduction, à sa date d'anniversaire, par période de douze (12) mois, sans que la durée totale d'exécution ne dépasse quatre (4) ans.

La notification du marché consiste en la transmission au Titulaire, par le pouvoir adjudicateur, d'une copie de l'accord-cadre signé.

Toutefois, avant la fin de la durée de validité du marché, le pouvoir adjudicateur a la possibilité de mettre fin à ce dernier, deux mois avant la date d'anniversaire, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire est tenu de ses obligations contractuelles jusqu'à la date d'expiration du marché, et au-delà, si nécessaire, pour les obligations afférentes à la confidentialité.

## **7. Lieu d'exécution**

Les prestations objet du présent marché seront exécutées à l'adresse suivante : **INSERM U955 - Institut Mondor de Recherche Biomédicale**, sise Faculté de Santé de Créteil, 8 rue du Général Sarraill, 94010 Créteil

## **8. Obligations générales des parties**

Les dispositions de l'article 3 du cahier des clauses administratives générales inhérent aux marchés publics de fournitures courantes et de services (ci-après désigné « CCAG – FCS ») s'appliquent.

## **9. Ordre de priorité des pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes et prévalent, en cas de contradiction, dans l'ordre de priorité décroissant suivant :

- L'acte d'engagement – ATTRI 1 et son annexe financière prenant la forme d'un bordereau de prix ;
- Le cahier des clauses particulières, référencé CCP n°INSERM-PEST-2026-20 – Acquisition de micro-puces RFID pour l'identification des animaux de laboratoire ;
- Le CCAG-FCS applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services tel qu'il résulte de l'arrêté du 30 mars 2021 ;

- L'offre technique du Titulaire.

Toute clause figurant dans les documents fournis par le Titulaire, y compris les conditions générales de ventes du Titulaire, et contrares aux clauses du présent CCP et du CCAG est réputée non écrite.

## **10. Avance**

Il est fait application de l'option B au titre de l'article 11.1 relatif à l'avance.

Conformément aux articles L.2191-2 et suivants ainsi que R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique, sauf renonciation du Titulaire, une avance est accordée dans le cadre du marché dès lors que le montant du bon de commande en cause est supérieur à 50 000€ HT et que la durée d'exécution est supérieure à deux (2) mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial toutes taxes comprises, à 10% si le marché est établi avec une petite ou moyenne entreprise.

Le remboursement de l'avance s'effectue au regard des dispositions de l'article R.2191-11 et suivants du Code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, seuls les sous-traitants bénéficiant du paiement direct peuvent se prévaloir de l'avance. Celle-ci est versée, sur demande du sous-traitant, dans les quarante-cinq (45) jours suivants la notification du marché.

Si la déclaration de sous-traitance intervient a posteriori de la notification du marché, le Titulaire doit rembourser la partie de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même si le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

## **11. Confidentialité – Mesures de sécurité**

Les dispositions de l'article 5 du CCAG – FCS s'appliquent.

Le Titulaire et le Pouvoir adjudicateur (ci-après « les Parties » et individuellement « Partie ») qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents écrits ou imprimés, tous échantillons, modèles et/ou connaissances brevetables ou non, divulguées par un partie à l'autre Partie au titre du marché ou dont une Partie a connaissance à l'occasion des contacts avec l'autre Partie ou lors de la visite dans les locaux de l'autre Partie, ainsi que les savoir-faire et les Résultats, ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Titulaire ou du Pouvoir adjudicateur (ci-après « Informations Confidentielles »), sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. A ce titre, les Parties assurent le même degré de protection que celui qu'elles consacrent à leurs Informations Confidentielles respectives. Si malgré les précautions et mesures de protection, des Informations Confidentielles devaient disparaître ou être divulguées, la Partie ayant constaté cet état de fait en avertit immédiatement l'autre Partie.

Chacune des Parties, dans la limite de ses droits, transmettra à l'autre Partie les seules Informations Confidentielles jugées nécessaires à la poursuite des objectifs décrits dans le marché. Cette divulgation ne peut être considérée comme conférant de manière expresse ou implicite à la Partie qui les reçoit un droit quelconque (aux termes d'une licence ou par tout autre moyen) sur ces Informations Confidentielles, sauf dispositions contraires et expresse prévues dans le Marché.

Aucune disposition du marché ne peut être interprétée comme obligeant l'une des Parties à divulguer des Informations Confidentielles à une autre Partie, en dehors de celles qui sont nécessaires à l'exécution du marché. Le Pouvoir adjudicateur est expressément autorisé à transmettre à ses Affiliés et, le cas échéant, aux personnes morales auxquelles elles ont confié l'exercice de certaines de leurs activités, des Informations Confidentielles afin de permettre à ses dernières d'accomplir leurs missions et notamment afin de permettre l'exploitation des Résultats. Une telle transmission ne constitue pas une violation de son obligation de confidentialité.

Le Titulaire est expressément autorisé à transmettre à ses sous-traitants des Informations Confidentielles appartenant au Pouvoir adjudicateur afin de permettre à ceux-ci d'accomplir leurs missions. Une telle transmission ne constitue pas une violation de son obligation de confidentialité sous réserve que le titulaire du marché, dans les contrats qu'il conclut avec les sous-traitants, intègre les stipulations nécessaires et suffisantes afin, non limitativement, d'imposer une clause de confidentialité au moins aussi contraignante à ses sous-traitants. L'acceptation du sous-traitant par le Pouvoir adjudicateur ou la communication par le Titulaire du contrat de sous-traitance au Pouvoir adjudicateur n'a pas pour effet d'exonérer le Titulaire des obligations qui s'imposent à lui et à ses sous-traitants en matière de confidentialité. Le silence gardé par le Pouvoir adjudicateur suite à la transmission d'un contrat de sous-traitance qui ne contiendrait pas ces stipulations ne vaut pas renonciation par le Pouvoir adjudicateur à ses droits sur les informations confidentielles, ni à la possibilité de rechercher la responsabilité du titulaire du marché en raison de l'inexécution contractuelle.

Chaque Partie se porte fort du respect par son personnel et/ou par toute personne attachée à son service à quelque titre que ce soit, du caractère confidentiel des informations reçues de l'autre Partie.

Chaque Partie s'engage notamment :

- à ne fournir les informations Confidentielles, reçues de l'autre Partie, qu'aux membres de son personnel permanent ayant besoin d'avoir accès à ces Informations Confidentielles dans le cadre de l'exécution du marché,
- à prendre toutes les mesures raisonnables pour éviter que ces personnes ne divulguent à des tiers tout ou partie des Informations Confidentielles reçues de l'autre Partie.
- ne soit pas utilisée, totalement ou partiellement, dans un autre but que celui défini dans le marché, sans le consentement préalable et écrit de la Partie titulaire des droits sur cette Information confidentielle ;
- ne soit ni copiée, ni reproduite, ni dupliquée totalement ou partiellement lorsque de telles copies, reproductions ou duplications n'ont pas été spécifiquement autorisées par écrit par la Partie titulaire des droits sur cette Information.

Le non-respect par l'une des Parties de l'obligation de confidentialité telle que décrite dans le présent article entraînera la mise en jeu de sa responsabilité contractuelle vis-vis de la Partie titulaire des droits sur l'Information Confidentielle divulguée.

Sur demande écrite de la Partie titulaire des droits sur l'Information Confidentielle, l'autre Partie s'engage à lui restituer ou à détruire dans les plus brefs délais tous les documents dont elles disposent relatifs à ladite Information Confidentielle et à cesser dès réception de la demande toute utilisation de ladite Information Confidentielle. Ce droit ne saurait limiter les droits que le Pouvoir adjudicateur détient ou viendrait à détenir sur les Résultats.

Nonobstant les articles précédents, la Partie Réceptrice n'a aucune obligation et n'est soumise à aucune restriction eu égard à toutes Informations qui :

- Ont été divulguées au public ou sont généralement accessibles au public ultérieurement à leur réception par la Partie réceptrice, en l'absence de toute faute de sa part, ou
- Ont été reçues d'un tiers de manière licite sans aucune restriction et en l'absence de toute violation du présent accord, ou

- Ont été divulguées après autorisation écrite de la Partie dont elles émanent, ou
- Etaient déjà en possession de la Partie qui les reçoit, auquel cas cette dernière devra en apporter la preuve.
- Ont été développées par la Partie qui a reçu l'Information et ce indépendamment des Informations reçues.
- Ont été divulguées en application d'une disposition légale ou réglementaire impérative ou par l'application d'une décision de justice définitive.

L'obligation de confidentialité reste en vigueur pendant toute la durée légale de protection des droits d'auteurs nonobstant la résiliation l'expiration du marché.

## **12. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Les dispositions de l'article 6 du CCAG – FCS s'appliquent.

## **13. Protection de l'environnement**

Les dispositions de l'article 7 du CCAG – FCS s'appliquent.

Le Titulaire assure l'exécution des mesures prises afin de limiter l'impact environnemental dans le cadre de la logistique et du transport des kits, et qui sont détaillées dans l'article 3 du cadre de réponse technique. Notamment, le Titulaire s'efforce à optimiser ses livraisons, à limiter le nombre de colis à ce qui est strictement nécessaire au conditionnement des micro-puces, ainsi que de privilégier des matériaux d'emballage biosourcés ou issus de matériaux recyclés, avec un label reconnu attestant de leur caractère durable ou tout autre équivalent.

## **14. Réparation des dommages**

Par dérogation à l'article 8.1 du CCAG-FCS, les dommages matériels causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le Titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du Titulaire. Les dommages matériels causés au personnel ou aux biens du Titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Les autres dispositions de l'article 8 du CCAG-FCS s'appliquent.

## **15. Assurance**

Les dispositions de l'article 9 du CCAG – FCS s'appliquent.

## **16. Forme du prix**

Les dispositions de l'article 10 du CCAG – FCS s'appliquent.

Les prix sont révisables à chaque date anniversaire de la notification du marché dans la limite d'une variation de 3 % par rapport au prix initial du marché.

Afin que ces révisions de prix soient acceptées par le pouvoir adjudicateur, il revient au Titulaire de les envoyer un (1) mois avant la date d'anniversaire à l'adresse suivante : [achat.dr-paris6@inserm.fr](mailto:achat.dr-paris6@inserm.fr)

## **17. Précisions sur le prix et les modalités de règlement**

Les dispositions de l'article 11 du CCAG – FCS s'appliquent.

Il est fait application de l'option B au titre de l'article 11.1 relatif à l'avance.

Toute prestation facturable entrant dans le cadre du présent accord-cadre est précédée de l'envoi d'un bon de commande.

La transmission des factures doit être effectuée sous forme dématérialisée via le portail Chorus qui est accessible par internet à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures doivent obligatoirement indiquer les informations figurant sur le bon de commande :

**Le numéro d'engagement à 10 chiffres.**

Le numéro SIRET : **18003604802391**

Le code du service : **U955**

Les sommes dues sont mises en paiement dans un délai global de trente (30) jours à compter de la réception de la facture par la Délégation régionale Paris-IDF Centre-Est de l'INSERM.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires à partir du jour suivant l'expiration dudit délai.

L'adresse de facturation est la suivante :

**INSERM**  
**Délégation régionale Paris-IDF Centre-Est**  
Biopark  
8 rue de la Croix-Jarry  
75013 Paris

Il s'agit d'une facturation effectuée mensuellement après service fait et à terme échu, conformément à la réglementation de la comptabilité publique. Le mode de règlement est le virement. Le paiement sera effectué en euros.

Le Titulaire doit joindre au présent accord-cadre un relevé d'identité bancaire.

Outre les mentions légales, les indications suivantes devront y figurer IMPERATIVEMENT :

- La référence du présent marché.
- Le nom et l'adresse du Titulaire
- Le numéro du bon de commande correspondant
- Les dates de la période de facturation concernée
- Le montant en Euros H.T. des prestations exécutées
- Le taux et le montant de la T.V.A. (taux en vigueur à la date de facturation)
- Le montant en Euros T.T.C. des prestations exécutées
- Le numéro de SIRET du Titulaire
- Le numéro de T.V.A. Intracommunautaire du Titulaire
- Les références bancaires ou postales du Titulaire telles qu'elles figurent dans l'acte d'engagement.



## **18. Pénalités**

Les dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS s'appliquent.

En cas de non-respect de l'article 13 du présent CCP, le Titulaire s'expose à une pénalité de 100€ HT par constatation du manquement.

## **19. Propriété intellectuelle**

Les dispositions des articles 34 et suivants du CCAG – FCS s'appliquent.

Conformément à l'article 35 du CCAG-FCS, la conclusion du marché n'emporte pas transfert de la propriété intellectuelle ou de tout autre droit inhérent aux éléments, quel qu'en soient la forme, définis comme étant des connaissances antérieures au sens de l'article 34.2 du CCAG-FCS, et des connaissances antérieures standards, au sens de l'article 34.3 du CCAG-FCS, et communiquées dans le cadre de l'exécution du marché.

Conformément à l'article 36 du CCAG-FCS et sous réserve d'un régime d'utilisation particulier, l'incorporation de connaissances antérieures dans le cadre du marché doit être strictement nécessaire à l'exécution des prestations et doit être liées aux Résultats, définis à l'article 34 du CCAG-FCS. L'utilisation de connaissances antérieures du Pouvoir Adjudicateur par le Titulaire doit être soumis à un accord préalable. Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer les connaissances antérieures qui sont considérées comme des Informations Confidentielles, telles que définies à l'article 11 du CCAP.

Conformément à l'article 37 du CCAG-FCS, le Titulaire cède au Pouvoir Adjudicateur tous les droits nécessaires pour l'utilisation des Résultats, définis à l'article 34 du CCAG-FCS, quels qu'en soit la forme et par tous moyens pour les besoins découlant de l'exécution du marché.

## **20. Vérification – Admission – Ajournement – Réfaction – Rejet**

Les dispositions des articles 27 à 30 du CCAG – FCS s'appliquent.

## **21. Garantie**

Les dispositions de l'article 33 du CCAG – FCS s'appliquent.

## **22. Résiliation**

Lorsque l'exécution des prestations, objet du présent marché, ne s'effectue pas telle que stipulée dans les pièces constitutives du marché, l'Inserm peut alors résilier le présent marché aux torts du Titulaire dans les conditions mentionnées à l'article 38 du CCAG-FCS, sans préjudice de l'application des pénalités définies dans le présent document.

Selon les cas énumérés à l'article 41.1 du CCAG-FCS, une mise en demeure doit précéder la résiliation aux torts du Titulaire, et prendre la forme d'une notification de l'Inserm au Titulaire. La résiliation est prononcée si le Titulaire n'a pas effectué les prestations demandées dans le délai d'exécution fixé par le Pouvoir Adjudicateur, à compter de la réception de ladite mise en demeure, conformément à l'article 41.2 du CCAG-FCS.

Toutefois par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, l'Inserm se réserve la possibilité de prononcer une résiliation immédiate si l'une des conditions suivantes est remplie :

- quand le Titulaire déclare ne pas pouvoir tenir ses engagements,
- quand le Titulaire a commis des actes frauduleux au cours de l'exécution du marché,
- quand le Titulaire a été exclu des commandes publiques postérieurement à la conclusion du marché,
- quand le montant des réfections ou des pénalités appliquées aux prestations rendues par le Titulaire pour une période donnée atteint ou dépasse le montant de la rémunération des dites prestations pour la même période.

### **23.Créances, comptable assignataire et imputation budgétaire**

La personne habilitée à donner les renseignements prévus dans le cadre des nantissements ou des cessions de créance, au regard des articles R.2191-59 et suivants du Code de la commande publique, est Madame Karine LANINI, Déléguée régionale de Paris-IDF Centre-Est.

Le comptable assignataire est Madame Amina MEZRISSI, agent comptable secondaire de la Délégation régionale de Paris-IDF Centre-Est.

### **24.Recours**

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal administratif de Paris, sis 7 Rue de Jouy, 75004 Paris.

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours est le greffe de ce tribunal.

### **25.Liste récapitulative des dérogations au CCAG – FCS**

Articles du CCAG-FCS	Articles du CCP
4.1	10. Ordre de priorité des pièces contractuelles
8.1	14. Réparation des dommages
41.2	22. Résiliation